

L'Institut Nord-Sud

Rapport canadien sur le développement

2004

L'INVESTISSEMENT dans les pays pauvres :

qui en profite?



L'Institut Nord-Sud

L'Institut est une corporation à but non lucratif créée en 1976. Il effectue des recherches spécialisées en vue de contribuer à la formulation de politiques sur les relations Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Les résultats de ces recherches sont transmis aux législateurs, aux organismes intéressés et au grand public pour permettre une meilleure compréhension et susciter des discussions éclairées sur les questions de développement. L'Institut est un organisme indépendant et non partisan, qui collabore avec un ensemble d'organismes canadiens et internationaux. Pour plus d'information, visitez notre site Web à www.nsi-ins.ca

Le contenu du Rapport canadien sur le développement représente les perspectives et les conclusions des auteurs, et pas nécessairement celles des administrateurs de L'Institut Nord-Sud ou des organismes contribuant à son financement, ni celles des organismes ou personnes consultés au cours de sa préparation.

Données de catalogage de la Bibliothèque nationale du Canada

Rapport canadien sur le développement.

1996/97-

Publ. aussi en anglais sous le titre: Canadian development report.
Comprend des références bibliographiques.

ISSN 1206-2316
ISBN 1-896770-64-9 (édition 2004)

1. Pays en voie de développement-Conditions sociales – Périodiques.
2. Aide économique canadienne-Pays en voie de développement – Périodiques.
3. Relations économiques internationales – Périodiques.
4. Droits de l'homme-Pays en voie de développement – Périodiques.
5. Pays en voie de développement-Relations économiques extérieures – Périodiques.
 1. Institut Nord-Sud (Ottawa, Ont.)

HF1413.C3614

337'.09172'4

C97-9300129-1

Rédactrice-en-chef	Lois L. Ross
Conception de couverture	Green Communications
Conception/Mise en page	Electronic Publishing Solutions
Équipe d'édition	Lois L. Ross, Rowena Beamish
Traduction	Hervé Rombaut

© L'Institut Nord-Sud/The North-South Institute, 2004

Prix 35,00 \$

Disponible auprès de Renouf Publishing Co. Ltd
5369 ch. Canotek, Unité 1
Ottawa, Canada K1J 9J3
Tél : (613) 745-2665
Fax : (613) 745-7660

Courriel : order.dept@renoufbooks.com
Internet : www.renoufbooks.com

L'Institut Nord-Sud

sait gré aux divers donateurs suivants

de l'avoir aidé, par leurs généreux

concours financiers, à publier

le *Rapport canadien sur le développement 2004*

Politiques concernant les dons et la mobilisation des fonds

Politique à l'égard des dons

L'Institut Nord-Sud, qui est enregistré comme organisme de charité, accepte les dons en espèces et en nature des ministères et organismes de gouvernements, des fondations, des établissements universitaires, des organisations à but non lucratif, des entreprises et des particuliers. Il est entendu que les auteurs des dons les font librement, sans escompter d'avantages en retour et que les donations ne compromettent en rien l'indépendance que L'INS exerce dans les recherches qu'il mène, les conclusions qu'il tire, les politiques ou orientations qu'il recommande et la manière de diffuser le résultat de ses activités.

Politique pour la mobilisation des fonds

L'Institut Nord-Sud applique des principes et des pratiques éthiques pour respecter les droits des donateurs, mobiliser les fonds et rendre compte de leur utilisation. N'importe qui peut se procurer notre dernier Rapport annuel (renfermant un sommaire des états financiers et la composition du conseil d'administration) ainsi que notre code d'éthique pour la mobilisation des fonds, en écrivant à l'INS.

Mécènes

(Dons de 10 000 \$ et plus)



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency



Centre de recherches pour le
développement international

International Development
Research Centre



Soutiens

(Dons entre 4 000 \$ et 9 999 \$)

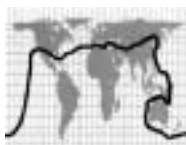


AGA KHAN FOUNDATION CANADA
FONDATION AGA KHAN CANADA

R. HOWARD WEBSTER FOUNDATION
LA FONDATION R. HOWARD WEBSTER

Donateurs

(Dons entre 1 000 \$ et 3 999 \$)



Steelworkers Humanity Fund
Fonds Humanitaires des Métallos



Congrès du travail du Canada
Canadian Labour Congress

World Vision
Vision Mondiale



Rapport canadien sur le développement
2004

L'INVESTISSEMENT
dans les pays pauvres :
qui en profite?

Table des matières

Avant-propos	i
David Behena, Banque de l'Ouganda, Kampala	
L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER PRIVÉ : fait-il partie du problème ou de la solution ?	1
Roy Culpeper Président, L'Institut Nord-Sud	
LES APPORTS DE CAPITAUX PRIVÉS AUX PAYS À FAIBLE REVENU : leur perception et la réalité	31
Matthew Martin avec Cleo Rose-Innes	
L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER PRIVÉ ET LES PAYS LES PLUS DÉMUNIS : le cas de la Tanzanie	59
Oswald Mashindano	
Statistiques 2004	93
Luigi Scarpa de Masellis Chercheur, L'Institut Nord-Sud	

Avant-propos

L'Ouganda fait partie des pays en développement qui ont le mieux réussi à attirer diverses formes d'investissements étrangers privés, notamment des investissements étrangers directs (IED). De 1995 à 2002, les entrées annuelles d'IED en Ouganda ont plus que doublé, passant de 121 à 275 millions \$ US. Le fait que le pays ait opté pour la libéralisation de l'économie a certainement joué un rôle déterminant dans ces apports.

Les investissements étrangers directs sont une source de financement extérieur pour le développement ougandais. Grâce à eux, le pays a accès à la technologie, aux compétences et aux marchés. Et les IED jouent un rôle grandissant dans la création et la diffusion du savoir, qui a une importance de plus en plus capitale pour les pays en développement participant à l'économie mondiale.

Ce qu'a accompli l'Ouganda en attirant des courants d'IED aussi importants est d'autant plus remarquable qu'il reste un pays pauvre de l'Afrique subsaharienne et n'offre pas la richesse en pétrole ou en minéraux qui sert d'aimant aux investissements étrangers directs dans bien d'autres pays africains. Au lieu de cela, plus de la moitié des IED en Ouganda se sont effectués dans le secteur de la fabrication et un autre 20 pour cent, dans celui des services financiers et non financiers.

Dans le même temps, fort peu d'IED se sont dirigés vers le secteur agricole (0,2 pour cent du total) ou

vers les régions rurales du pays où sont employés 80 pour cent des Ougandais et qui génèrent 42 pour cent du produit intérieur brut. Par conséquent, l'effet des IED sur l'existence de l'immense majorité des gens pauvres en Ouganda – par la création d'emplois et la production de revenus – a été négligeable jusqu'à présent.

Évaluer les incidences et les conséquences des investissements étrangers directs est une chose compliquée. Il est évident qu'une bonne partie des IED s'effectuant en Ouganda (peut-être 35 pour cent) sont financés par les dettes plutôt que par de « pures participations ». Les investissements étrangers directs amènent donc avec eux les importantes obligations liées aux dettes, au lieu de constituer une « solution de rechange » aux financements par emprunts. De surcroît, la libéralisation économique en Ouganda n'a pas seulement provoqué des entrées mais aussi des sorties de capitaux de plus en plus importantes, sous forme de remboursements de principal et de paiements d'intérêts et de frais. En 2000, ces sorties ont représenté 97,4 millions \$ US, contre 254 millions \$ US pour les entrées. Et, comme on le laisse entendre, c'est un redoutable défi que d'inciter un plus grand nombre d'investisseurs étrangers à s'aventurer dans l'arrière-pays et les régions les plus démunies, où ils pourraient aider à améliorer la vie de millions d'Ougandais qui arrivent à peine à vivre de l'agriculture, de la pêche, de la chasse et de l'exploitation forestière.

L'édition 2004 du *Rapport canadien sur le développement* aborde ces questions très complexes d'une façon

équilibrée et instructive. C'est un rapport des plus opportuns, car on insiste de plus en plus sur la nécessité pour les pays en développement d'attirer les investissements étrangers privés dans le cadre de leurs stratégies de développement et de réduction de la pauvreté. En plus de donner (dans le premier chapitre) un aperçu des perspectives et des embûches qui attendent les pays en développement rivalisant pour les investissements étrangers privés, le *Rapport* (dans le deuxième chapitre) enquête auprès des investisseurs eux-mêmes pour vérifier leurs points de vue au moment d'envisager les investissements, dans les pays les plus pauvres spécialement. Enfin, l'étude (dans le troisième chapitre) du cas de la Tanzanie – qui a assisté, comme l'Ouganda, à une sorte d'explosion des IED (mais, contrairement à l'Ouganda, surtout dans le secteur minier) – vient situer toutes ces questions dans le contexte bien précis et tout à fait particulier d'un pays pauvre de l'Afrique subsaharienne.

Je félicite l'Institut Nord-Sud et les collaborateurs de cette édition du *Rapport canadien sur le développement 2004*. Le document mérite d'être lu largement chez les responsables des politiques des pays en développement et des organismes multilatéraux et bilatéraux, chez les gens d'affaires qui envisagent des investissements dans les pays les plus pauvres et chez les membres de la société civile – au moment où nous nous battons tous pour un développement plus équitable, prospère et durable, surtout dans les pays les plus démunis.

David Behena

Directeur par intérim, Département du Commerce et de la Dette extérieure
Banque de l'Ouganda, Kampala
Le 2 avril 2004